



Observatoire de la dépense Publique

Contrôle citoyen des finances publiques de la République Démocratique du Congo

RAPPORT NARRATIF INTERMEDIAIRE DU PROJET :

Contrôle citoyen pour l'amélioration de la transparence et la redevabilité du financement du processus électoral en RDC

Financé par :



Novembre 2017

0. INTRODUCTION

L'Observatoire de la dépense publique, ODEP a reçu de la Coopération Britannique (DFID) un fonds pour la mise en œuvre du projet « *Contrôle citoyen pour l'amélioration de la transparence et la redevabilité du financement du processus électoral en RDC* », pour une durée de 9 mois.

Ce projet compte impliquer à la fois les organisations de la société civile, les organes de contrôle (la Cour des Comptes, l'Inspection Générale des Finances et le Parlement), la Commission Electorale Nationale Indépendante et le gouvernement. Il sera question, dans le cadre de son exécution, de susciter un débat public et de faciliter un dialogue constructif : sur l'état de la gouvernance du budget alloué aux opérations électorales et son exécution, en vue d'accroître la transparence et la redevabilité de la Commission Electorale Nationale Indépendante, du Gouvernement et du Parlement.

L'objectif global de ce projet est d'améliorer la transparence et de la redevabilité du financement du processus électoral en RDC.

Ses objectifs spécifiques sont les suivants :

- Amener le Gouvernement et la CENI à améliorer la Transparence du budget alloué aux opérations électorales et son exécution conformément au cycle électoral ;
- Inciter à l'engagement des organes de contrôle dans le contrôle du budget alloué à la CENI ;
- Amener la CENI à communiquer davantage avec la population sur l'exécution de son budget.

I. ACTIVITES REALISEES ENTRE SEPTEMBRE ET NOVEMBRE 2017



Les membres de l'ODEP à l'ouverture de l'atelier d'analyse des budgets de la CENI

Au cours du premier trimestre de la mise en œuvre de ce projet, c'est-à-dire de Septembre à Novembre 2017, l'ODEP a organisé les activités suivantes :

- Atelier d'analyse de l'exécution des budgets 2014-2017 de la CENI ;
- Atelier d'élaboration de cahier de charge.

Ces deux activités concourent à l'atteinte du résultat 1, objectif 1.



Les participants lors de l'atelier d'analyse des budgets de la CENI

Activité 1 : Atelier d'analyse de l'exécution des budgets 2014-2017 de la CENI

Du 24 au 27 octobre 2017, l'Observatoire de la Dépense Publique, ODEP a organisé un atelier d'analyse de l'exécution des budgets 2014-2017 de la CENI, avec l'appui financier de DFID. Une activité qui s'inscrit dans le cadre du projet « *Contrôle citoyen pour l'amélioration du financement du processus électoral en RDC* ». L'analyse par l'ODEP de l'exécution du budget alloué aux opérations électorales a permis d'évaluer et rendre public l'exécution des budgets de la CENI 2014-2017 en recettes et en dépenses.

Les objectifs spécifiques qui ont concourus à l'analyse d'exécution du budget alloué aux opérations électorales sont les suivants:

- Analyser le niveau des allocations budgétaires de la CENI et le volume des dépenses exécutées en général et les dépenses exceptionnelles en particulier, le volume des dépenses non programmées dans le calendrier de la CENI, la non exhaustivité et la complétude des données sur la paie et sur le personnel de la CENI, le contrôle et la surveillance des dépenses de la CENI ;
- Analyser la contribution des partenaires au processus électoral ;
- Analyser l'efficacité, l'efficience et l'impact des dépenses des opérations électorales par rapport aux objectifs assignés par l'accord global et inclusif du 31 Décembre 2016 ;
- Analyser le niveau de l'exécution des transferts des allocations de la CENI ;
- Proposer une alternative de manière à amener le Gouvernement à respecter ces engagements pris.

Les résultats d'analyse menée par l'Observatoire de la Dépense Publique, ODEP, relève qu'entre 2014 et 2017, la CENI a produit deux budgets pluriannuels des opérations électorales en République Démocratique du Congo. D'abord 1.147.512.093 USD pour le cycle électoral 2014-2016, ensuite 1.332.626.709,50 USD pour le cycle électoral 2016-2018. De ces deux budgets prévisionnels, il se dégage un écart de 185.114.616, 5 USD.

En observant les prévisions budgétaires par opération électorale, on note une augmentation du budget lié aux scrutins urbains, municipaux et locaux, qui est passé de 19.950.528 USD dans le budget pluriannuel 2014-2016 à 377.810.267,43 USD dans le budget pluriannuel 2016-2018, soit un écart de 357.859.739 USD. Des écarts importants sont aussi signalés dans les prévisions budgétaires des scrutins des sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs 2018, cooptation des chefs coutumiers, élections des conseillers urbains, maires, bourgmestres et chefs de sénateurs.

L'analyse de l'exécution des budgets de la CENI a démontré que chaque année (2014-2017) que la ligne des dépenses des opérations électorales a été faiblement exécutée : 34% en 2014, 31% en 2015, 67% en 2016 et 9% à fin septembre 2017. Les dépenses de rémunération, sensibilisation et supervision ont connu de non consommation et sous consommation des crédits, alors que celles liées aux interventions économiques, sociales, scientifiques et culturelles ; l'organisation des élections des gouverneurs et vice-gouverneurs, location dépôts ont été toujours exécutées en dépassement de plus de 100%.

L'ODEP a constaté également :

- La non organisation des élections provinciales et locales prévues pour 2015, alors que le Gouvernement a payé cette dépense pour un montant de 61.404.943. Montants ayant servi uniquement aux préparatifs élections provinciales, municipales et locales ;
- Le paiement de fonds lié à la fiabilisation du fichier électoral de l'ordre de 9.673.242 USD ;
- Conformément au chapitre IV, articles 11, 12 et 13 de l'accord du 18 octobre et de IV, 4 alinéa 1 de l'accord du 31 décembre 2016, le gouvernement ne respecte pas le plan de décaissement convenu avec la CENI. Sur un budget prévisionnel de 1 332 .626.709,50 USD, la CENI devrait recevoir chaque trimestre 333.156.677,4 USD et 111.052.225,8 USD par mois. Cependant, le gouvernement n'alloue qu'une dotation de 20.000.000 USD chaque le 15 du mois à la CENI. En plus, entre juillet et septembre 2017, le gouvernement a encore baissé la dotation en faveur de la CENI à hauteur de 10 Millions USD par mois pour les dépenses liées aux opérations électorales.
- La faible capacité du Gouvernement à constituer une provision trimestrielle de 100 Millions USD au profit de la CENI ;
- Le non pris en compte par le gouvernement et la CENI, dans ses rapports, de l'appui des partenaires extérieures, pourtant estimé à 171 882 295,88 USD ;
- L'absence de contrôle des fonds alloués au processus électoral par le Parlement, la Cour des Comptes et l'Inspection Générale des Finances ;

Pour améliorer la gestion du budget alloué à la CENI, l'ODEP a formulé quelques recommandations à la CENI, au Parlement, au Gouvernement, au CNSA, à la Cour des Comptes, à l'Inspection Générale des Finances, à la Société Civile, etc., notamment de diligenter un audit financier externe de la gestion de la CENI de 2016 à septembre 2017, selon le point IV.4 alinéa 5 de l'Accord de la Saint Sylvestre).

Activité 2 : Atelier d'élaboration de cahier de charge

L'Observatoire de la Dépense Publique ODEP a dans le cadre du projet « amélioration du financement du processus électoral en RDC », organisé du 07 au 09 novembre 2017 à Kinshasa, un atelier d'élaboration de cahier de charge. Dix membres des organisations de la Société Civile (AETA, DYSOCIV, RECIC National, CRONGD Kinshasa, CODESCI, Collectif24, REGED et DYJEF) ont pris part à cette activité. L'objectif global de cet atelier a été d'élaborer un cahier de charge qui contiendra les avis de la Société Civile sur les allocations et le taux d'exécutions du budget de la CENI. Ce cahier de charge a été élaboré et sera déposé à la session de Mars 2018 au Parlement en tant qu'autorité budgétaire afin de multiplier les initiatives de contrôle sur la gestion du budget alloué au processus électoral en République Démocratique du Congo.

Les objectifs spécifiques de l'atelier ont été de :

- Lire attentivement les constats et commentaires faites dans l'analyse de l'exécution du budget alloué au processus électoral ;
- R ressortir les éléments essentiels de l'élaboration des avis de la Société Civile ;
- Rédiger les avis de la société civile ;
- Elaborer la feuille de route des actions de plaidoyers.



Les participants lors de l'atelier d'élaboration de cahier de charge

Avant l'élaboration de la feuille de route devant guider les actions de plaidoyer, l'ODEP a procédé à la lecture intégrale du rapport d'analyse du financement du processus électoral en RDC. Sous la conduite du modérateur, les participants se sont livrés au débat. Ces échanges fructueux ont alors permis aux participants de relever trois problèmes majeures, qui bloquent le bon financement du processus électoral en RDC. Il s'agit de :

- Non-respect du plan de décaissement des fonds alloués au processus électoral ;
- Mauvaise utilisation des fonds alloués au processus électoral par la CENI;
- Absence de contrôle efficace tant institutionnel que citoyen de la gestion financière du processus électoral.

A ces problèmes, les participants ont proposé les solutions suivantes :

- Le parlement et la Cour des Comptes devraient Initier un audit financier sur l'utilisation des fonds alloués au processus électoral (le parlement et la Cour des Comptes);
- Utilisation rationnelle, par la CENI, des fonds alloués au processus électoral ;
- Forte mobilisation de la population à travers des réunions avec les dynamiques sociales, les tribunes d'expression populaire et la campagne médiatique pour l'éveil citoyen sur la gestion des fonds alloués à la CENI;
- Nécessité plus de créativité dans les stratégies de demande des comptes et de recevabilité

Pour amener les organes de contrôle à initier un audit financier sur l'utilisation des fonds alloués au processus électoral et à l'éveil des populations congolaise, un plan de plaidoyer et une stratégie de communication ont été rédigé et validé par les participants (Annexe du rapport).

Le cahier de charge ainsi élaboré sera présenté auprès des diverses dynamiques sociales de la ville de Kinshasa, au courant du mois de Décembre 2017, à travers des réunions. L'Objectif consiste à restituer le contenu du cahier de charge à la base pour son appropriation, chercher l'adhésion communautaire et obtenir



Les participants lors de l'atelier d'élaboration de cahier de charge

les avis des uns et des autres. Cet atelier sera organisé en prélude des Tribunes d'Expression Populaire et du dépôt du cahier de charge au Parlement.

II. RESULTATS OBTENUS ET INDICATEUR DE SUCCES

Les résultats obtenus pendant la période de mise en œuvre du projet sont les suivant :

- Un rapport d'analyse contenant : le niveau des allocations budgétaires de la CENI, le niveau des dépenses exécutées en général et en particulier les dépenses exceptionnelles, le niveau des dépenses non programmées dans le calendrier de la CENI, la non exhaustivité et la complétude des données sur la paie et sur le personnel de la CENI, ainsi que le niveau de contrôle des dépenses de la CENI; l'efficacité, l'efficience et l'impact des dépenses des opérations électorales par rapport aux objectifs assignés par l'accord global et inclusif du 31 Décembre 2016 élaboré (ANNEXE1) ;
- Un plan d'action de plaidoyer et un cahier de charge élaborés (ANNEXE2).

III. DIFFICULTES RENCONTREES

- Le virement en retard de la première tranche des fonds du projet, qui n'a pas permis de commencer les activités comme prévu dans le chronogramme ;
- Faible ouverture des agents de l'Etat à donner aux OSC les informations relevant de l'exécution du budget alloué aux opérations électorales en RDC.